

A plus long terme, il y a lieu d'être encouragés par le doublement de l'aide internationale au développement destinée à la production alimentaire entre 1973 et 1977, les organismes multilatéraux comptant pour la plus grande partie de cet accroissement. Toutefois, dans son rapport, le Conseil mondial de l'alimentation se préoccupe grandement de ce que les niveaux observés et projetés d'investissements dans la production et la distribution alimentaires sont encore bien loin de satisfaire les besoins alimentaires d'une population mondiale en expansion.

Les pays en développement eux-mêmes continuent de connaître le double défi de la production et de la distribution, en dépit des efforts considérables et des améliorations notables observés dans certains pays.

La croissance de la production dans l'ensemble du tiers monde a à peine suivi le rythme de l'expansion démographique et ne reflète généralement aucune évolution positive par rapport aux années 60. Les pays qui ont pu améliorer considérablement leur production et leur distribution peuvent à juste titre se féliciter de leurs réalisations, puisque ces objectifs vont souvent à l'encontre des tendances sociales et sont considérablement influencés par un grand nombre de conditions économiques et autres.

Je dois pourtant dire, Monsieur le Président, que nombre de pays n'ont pas atteint le niveau de réalisations qu'ils auraient pu obtenir. Malgré les appels des nombreuses conférences et les déclarations des nombreuses délégations ici représentées en faveur d'un traitement prioritaire des questions alimentaires et agricoles, les investissements agricoles publics dans de nombreux pays en développement sont loin d'être proportionnels à l'importance que joue l'agriculture dans la vie économique et sociale de ces pays, que cette importance soit mesurée en fonction du PNB ou de l'emploi. Ils ne sont pas si rares les pays en développement dans lesquels le déclin ou la stagnation de la production agricole est davantage fonction d'un choix politique que de circonstances climatiques ou d'autres facteurs naturels.

L'une des contraintes du développement alimentaire et agricole a sans doute été l'inadéquation des services nationaux de gestion et de planification alimentaires. Dans son rapport, le Conseil mondial de l'alimentation mettait une insistance toute particulière sur l'utilisation de stratégies nationales du secteur alimentaire qu'il considérait comme des instruments prometteurs pour les pays à déficit alimentaire. Le Canada croit fermement que de telles stratégies nationales à long terme peuvent jouer un rôle clé dans la mobilisation des énergies et des ressources des